



STOP AUX PRATIQUES D'ACHAT ABUSIVES DES SUPERMARCHÉS : DIGNITÉ AU TRAVAIL DANS LES PLANTATIONS!

« STOP aux pratiques d'achat abusives des supermarchés ! » C'est le titre de la pétition adressée à la Commission européenne que lancent aujourd'hui les membres de la campagne Le juste fruit ! *Pour des bananes et des ananas à teneur garantie en dignité* qui vise notamment à ce que les supermarchés, acteurs les plus puissants des filières bananes et ananas, payent des prix justes à leurs fournisseurs et n'abusent pas de leur pouvoir d'achat.

Peuples Solidaires et ses partenaires se mobilisent ainsi de façon à faire pression sur la Commission européenne qui a le pouvoir de réguler les pratiques d'achat abusives des supermarchés pour favoriser des filières commerciales internationales qui respectent les droits humains au travail.

Les bananes et les ananas sont parmi les produits les plus vendus et commercialisés au monde. La plupart sont cultivés dans de grandes plantations qui produisent pour des multinationales du fruit, comme Chiquita, Dole ou Del Monte, elles-mêmes sous pression des supermarchés. En Amérique latine et en Afrique, des millions de personnes et leurs familles dépendent de ce commerce.

Les supermarchés sont les acteurs les plus puissants des filières d'approvisionnement de nombreux produits d'épicerie, et notamment des fruits tropicaux, comme la banane ou l'ananas. Gardiens de l'accès aux consommateurs et consommatrices, ils utilisent leur pouvoir pour payer à des prix beaucoup trop bas leurs fournisseurs. Paiement tardifs, menaces de changer de fournisseur, rabais rétroactifs sont parmi les pratiques courantes d'achat des supermarchés.

Parce que cinq enseignes de la grande distribution détiennent 70 à 80% du marché de la distribution en Europe, les fournisseurs n'ont d'autre choix que d'accepter de telles conditions. Or, on estime par exemple que sur un ananas vendu, la part de revient du supermarché est de près de 40% alors qu'en bout de filière, la main d'œuvre agricole ne touche que 4% environ.

Ainsi, les supermarchés engrangent des bénéfices considérables en faisant pression sur leurs fournisseurs. Les guerres de prix entre supermarchés, notamment sur un produit dit « d'appel » comme la banane, encouragent une baisse des prix, et favorisent donc non seulement le paiement de salaires largement en-dessous du minimum vital dans de nombreux pays de production, mais aussi des conditions de travail très difficiles et des normes de santé et de sécurité au travail inadéquates. Ce sont donc les travailleurs et travailleuses qui payent le prix fort du commerce international des bananes et des ananas.

«Le salaire de mon mari couvre à peine nos frais de nourriture. Ce n'est déjà pas assez pour payer l'eau et l'électricité, donc je dois travailler. Nous autres, travailleurs de la banane sommes des esclaves.», Josefa, travailleuse de la banane au Costa Rica.

«Je me lève à 5h30 du matin. Nous devons planter 300 semis en 8 heures. Si on ne plante pas les 300 semis, les 8 heures ne sont pas payées », travailleuse de la banane au Cameroun.

En exerçant une pression forte sur l'ensemble de la filière banane et ananas pour mieux répondre à la concurrence et à la guerre des prix bas qui persiste en Europe, la grande distribution ignore en effet l'impact de ses pratiques d'achat sur les prix et donc sur les salaires dans les pays producteurs.

Pour Vanessa Gautier, Chargée de mission Dignité au travail chez Peuples Solidaires, cette situation ne peut plus durer. « *Les enseignes de la grande distribution ne s'attaquent pas elles-mêmes à leurs pratiques abusives car ce n'est pas réellement dans leur intérêt. Leurs initiatives volontaires qui vont parfois dans le sens d'une « responsabilité sociétale » ne donnent en effet pas de résultat satisfaisant pour nos partenaires dans les pays producteurs. Il s'agit davantage d'un exercice de communication. Un seul moyen existe à nos yeux pour transformer la situation : une régulation contraignante au niveau européen* ».

A ce jour, il n'existe pas de législation européenne s'attaquant spécifiquement aux abus de pouvoir des supermarchés. Un « code de conduite » est aujourd'hui en préparation pour encourager les supermarchés européens à améliorer leurs pratiques d'achat. Cependant, aucun mécanisme contraignant (comme un ombudsman, forme de médiateur) pour veiller à l'application de ce code n'est pour l'instant prévu. Si un tel mécanisme existait, cela représenterait une avancée. Mais c'est aussi le droit de la concurrence qu'il faut réviser et remettre en question au niveau européen.

« Le moment de se mobiliser est venu !, estime Elsa Neto, Chargée de campagne adjointe à Peuples Solidaires. Le droit de la concurrence incite aujourd'hui à un déni des droits humains, et c'est également pour dénoncer cela que nous lançons cette pétition. Nous souhaitons que les personnes qui produisent les fruits que nous consommons puissent être traitées dignement et qu'elles soient justement rétribuées pour leur travail. La Commission européenne doit agir dans le bon sens ».

Contact presse:

Elsa Neto e.neto@peuples-solidaires.org
ou Vanessa Gautier v.gautier@peuples-solidaires.org
01 48 58 21 85 / 06 30 72 60 70

VOIR ET SIGNER LA PETITION → <http://petition.lejustefruit.org/>

NB : La campagne Le juste fruit ! est menée en France par Peuples Solidaires, en association avec ActionAid, , BanaFair (Allemagne), Nazemi (République tchèque) et Banana Link (Royaume-Uni).

Pour en savoir plus et pour visionner les films documentaires disponibles : www.lejustefruit.org



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de Peuples Solidaires, BanaFair, Banana Link et NaZemi et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.